

**Zeitschrift:** Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier  
**Herausgeber:** Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier  
**Band:** 5 (1988)

**Artikel:** Aloys Fauquez "père fondateur" du socialisme vaudois?  
**Autor:** Vuilleumier, Marc  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-520187>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 02.04.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Aloys Fauquez «père fondateur» du socialisme vaudois ?

par Marc VUILLEUMIER

Traditionnellement, on considère Aloys Fauquez comme le fondateur du Parti socialiste dans le canton de Vaud; c'est à ce titre qu'il apparaît dans divers articles et imprimés commémoratifs. Mais souvent la reconnaissance de ses mérites s'accompagne de réserves sur sa personnalité, son tempérament autoritaire, le vague de ses convictions socialistes. Dans les pages qu'il lui consacre, André Lasserre reconnaît l'importance de son rôle, tout en montrant sa façon très personnelle de mener la lutte politique et l'inconsistance de son socialisme; cet auteur rapporte également les critiques suscitées dans le mouvement ouvrier à l'égard du chef socialiste<sup>1</sup>. Dans le tout récent et énorme ouvrage d'Erich Gruner, le tribun vaudois apparaît comme un chef orienté vers la pure politique de parti, offensant les Suisses allemands à cause de leur langue, fomentant un schisme romand au sein du mouvement ouvrier tout en se brouillant avec les Jurassiens pour des questions en bonne partie personnelles. Bref, «l'autocrate de Lausanne», comme le nomme le professeur bernois, apparaît sous un jour essentiellement défavorable<sup>2</sup>.

Nous nous proposons, dans les pages qui suivent, de verser au dossier quelques éléments nouveaux, parfois fondés sur des documents inédits, et d'en dégager des indications quant au rôle du leader, du tribun dans les débuts du mouvement socialiste.

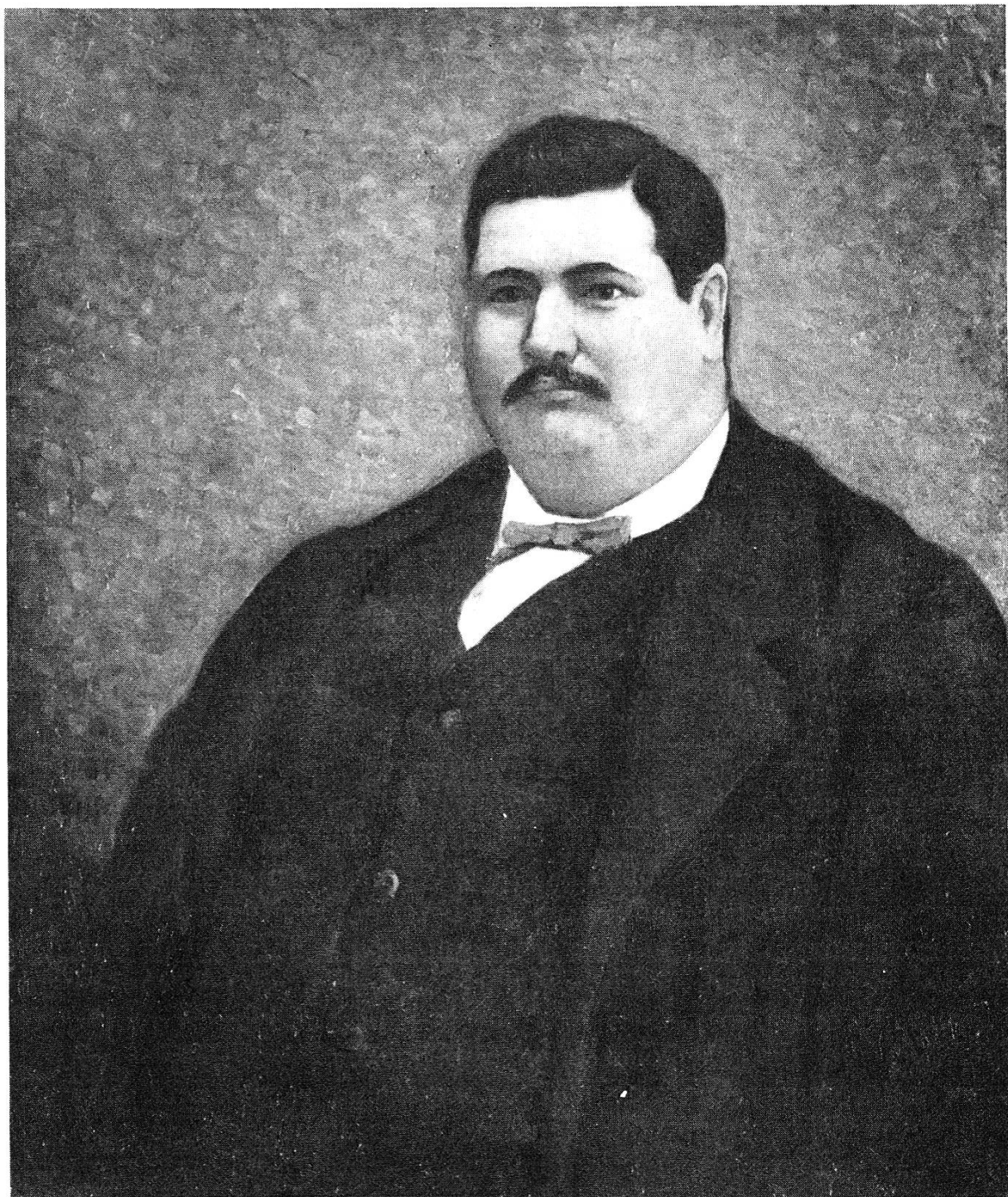
Aloys Fauquez (1859-1901) était le fils d'un notable radical, l'avocat Louis Fauquez (1817-1889). Il avait entrepris des études de droit qu'il n'achèvera jamais et, durant celles-ci, avait séjourné un an et demi à Stuttgart. Il ne put donc obtenir son brevet d'avocat à Lausanne et demeura le collaborateur de son père puis, quelque temps après la mort de ce dernier, l'associé de l'avocat Etienne Baranowski de Rawiez. «Les leçons de son père,

l'un des procéduriers les plus redoutés de la basoche, en firent un de ces agents d'affaires en marge du barreau qui donnent des consultations, rédigent les pièces, plaident au pénal et se font une clientèle proportionnée à leur force. La loi sur la responsabilité civile et les procès d'assurance sont le terrain sur lequel ils évoluent et qui les mettent en contact avec la classe ouvrière», écrit un journaliste qui l'avait bien connu, Félix Bonjour<sup>3</sup>.

Conseiller communal radical dès 1881, le jeune Fauquez est donc, de par ses activités professionnelles et politiques, en contact suivi avec les milieux populaires. Aussi, rien d'étonnant si son attention se porte sur les questions sociales, ce qui l'amènera plus tard à se séparer des radicaux. S'y ajoute probablement une forte ambition personnelle : comme l'écrit Bonjour, «son caractère entier et autoritaire, qui ne supportait ni contradiction ni subordination, dut lui faire songer de bonne heure à la formation d'un parti dont il fût le chef unique et incontesté». C'est probablement poussé par cette double motivation que, dès mars 1887, il jeta les fondements de son nouveau parti. «Très ambitieux et fort habile à manier la pâte électorale, il travailla d'abord à se former une clientèle à l'intérieur du parti radical. Sous couleur de rallier les ouvriers à ce parti et d'étudier les questions sociales, il créa à Lausanne une section romande de la Société du Grütli [...] Il fit entrer dans cette section ses amis personnels et convia même ceux des radicaux qui lui étaient sympathiques à y entrer». L'auteur de ces lignes, F. Bonjour, fut du nombre mais refusa. «Mais nombre de radicaux crurent de bonne politique d'entrer dans le Grütli et y restèrent jusqu'au jour où ils ne purent plus endurer la tutelle tyrannique de son président et l'orientation de plus en plus socialiste de ce groupement»<sup>4</sup>.

Fauquez n'a jamais manifesté le moindre intérêt pour la théorie socialiste; il suffit de parcourir le *Grütli*, qu'il fonda en novembre 1888, pour s'en rendre compte. «Bien qu'il n'eût que des notions vagues du socialisme et qu'il connût le Capital de Karl Marx à peu près autant que la Somme de saint Thomas d'Aquin, ce fut là qu'il prit son tremplin, sans trop se piquer de conformer sa conduite à sa doctrine [...]. Le socialisme, pour lui, consistait à amener des suffrages à la liste rouge»<sup>5</sup>.

C'est là sans doute la meilleure définition du «socialisme» à la Fauquez. La conséquence, c'est que tout se résume à une lutte pour des sièges, pour des places, sans aucune perspective. On emploie donc, pour conquérir les électeurs, les arguments les plus démagogiques, faisant appel sans discernement à tous les mécontents. Le système d'alliances pratiqué par Fauquez le montre bien. Le scrutin majoritaire poussait à en conclure; encore aurait-il fallu le faire en suivant certains principes et non dans l'unique but de se faire attribuer quelques sièges.



*Portrait d'Aloys Fauquez, huile sur toile, auteur inconnu.*

Musée Historique de l'Ancien-Evêché, Lausanne

Photo Cl. Bornand

Durant ses premières années (1887-1890), la section romande du Grütli recrute dans les milieux populaires et cherche à attirer les radicaux sympathiques à Fauquez. Ce faisant, elle n'est pas en contradiction avec le Grütliverein suisse dont les statuts stipulent encore (jusqu'en 1892/93) qu'il a comme but : «le développement du progrès social et politique en Suisse et l'affirmation de la conscience nationale sur la base de la démocratie radicale». Mais, comme nous le verrons plus loin, sa politique, sur certains points importants, sera en contradiction avec celle de l'organisation nationale. A une époque où les partis ne connaissent pas encore les structures qu'ils ont acquises au vingtième siècle, la formation, au sein de la mouvance radicale, d'une association particulière avec ses propres statuts et son propre programme n'avait rien d'insolite. Ne se proposait-elle pas de regrouper les radicaux avancés et les hommes d'avant-garde désireux d'étudier et de résoudre les problèmes sociaux ? De constituer ainsi un pont entre le radicalisme et les ouvriers ? Petits patrons et radicaux y adhéraient et y demeurèrent malgré quelques remous quand la section romande soutint la grève des ouvriers cordonniers, en mars-avril 1888. Finalement, comme le souligne Lasserre, ce sont les campagnes électorales de 1889-1890 qui vont provoquer la rupture<sup>6</sup>. Toutefois cette rupture ne se fera pas sur une ligne claire, par l'affrontement de deux programmes, mais pour des raisons circonstanciées, personnelles, de pure politique politicienne, dirait-on aujourd'hui.

De ce fait, tout en se proclamant socialiste, Fauquez demeura, par ses conceptions, ses méthodes, sa politique, un radical populiste. Une grande partie de son combat repose sur la dénonciation des scandales et de leurs responsables. Dans ses articles, dans ses interventions parlementaires, il se montre parfois d'une violence extrême. C'est en bonne partie sur ces dénonciations qu'il va établir sa popularité. Et il faut bien reconnaître que les sujets ne lui manquaient pas, en cette fin du XIXe siècle ! Citons-en deux : l'affaire Vessaz, tout d'abord, en rapport avec la politique ferroviaire et les conflits entre groupes concurrents, rassemblant financiers et députés. Le radical Antoine Vessaz, bien que se confinant volontairement dans la fonction apparemment modeste de receveur du district de Lausanne, était en réalité l'homme fort du canton, celui qui tirait toutes les ficelles du parti et de la politique cantonale. Or le *Bund*, aussitôt repris par les journaux libéraux et par le *Nouvelliste*, révéla, en avril 1892, qu'il avait touché, d'un groupe de financiers allemands, un pot de vin de 72'150 fr., lors de la fusion des compagnies de la Suisse occidentale-Simplon et du Jura-Lucerne, fusion qu'il avait réclamée et obtenue en jouant des influences que lui valaient sa position politique et ses fonctions publiques. L'émoi s'accrut encore quand l'homme fort se démit de toutes ses charges pour se réfugier à Constance. Autre scandale qui

remua beaucoup l'opinion publique : la catastrophe du «Mont-Blanc» et ses suites judiciaires. La chaudière de ce bateau avait explosé dans le port d'Ouchy, le 9 juillet 1892, tuant 26 personnes, pour la plupart ébouillantées par les jets de vapeur. L'enquête finit par révéler ce que le directeur de la compagnie avait essayé de dissimuler par tous les moyens : un an auparavant déjà, un inspecteur avait signalé les défauts de la chaudière et le danger qu'elle présentait. Néanmoins, pour épargner de l'argent, on avait continué l'exploitation, faisant même colmater par des moyens artisanaux, deux jours avant la catastrophe, une faille qui était apparue. Arrêté, le directeur, Samuel Rochat, ancien député et conseiller communal de Lausanne, libéral et personnalité influente de l'Eglise libre, fut traduit devant le Tribunal criminel, en octobre 1890. Mais le jury, présidé par S. Cuénoud, le syndic de Lausanne, libéra l'accusé. L'opinion publique s'indigna du verdict. Les commentaires de la radicale *Revue de Lausanne* ne furent pas tendres, tant à l'égard du jugement que de la compagnie de navigation, laquelle était aux mains de financiers vaudois et genevois.

Il y eut nombre d'autres scandales, moins importants, où Fauquez intervint également; ses dénonciations passionnées dans le *Grütli* lui valurent plus d'une condamnation, ce qui ne fera qu'accroître sa popularité auprès de ses partisans et du petit peuple qui verra en lui un redresseur de torts. D'un point de vue socialiste, une telle démarche n'avait, en soi, rien de blâmable. A condition, toutefois, de considérer ces scandales comme des révélateurs faisant apparaître au grand jour les aspects cachés du système que condamnaient les socialistes. Or c'est justement ce que ne faisait pas Fauquez, trop accaparé par le caractère personnel et personnalisé de ses attaques. Il s'en prenait à des individus, à des représentants d'un parti ou d'une fraction, jamais au système qui rendait possibles ces scandales.

Mais il y a plus grave, et ce sont les lettres d'une socialiste de Lausanne, Louise Brändli, adressées à Robert Seidel à Zurich, qui nous mettent sur la voie. «Pour bien comprendre le pourquoi et comment des articles du *Grütli*, abonnez-vous au *Nouvelliste vaudois*», recommande-t-elle au rédacteur de l'*Arbeiterstimme*. Et elle montre, exemples à l'appui, comment, en 1892, la feuille de Fauquez emboîte le pas à l'ancien journal radical passé dans le camp des conservateurs libéraux, comment se dessine une espèce de partage et de répartition du travail entre Fauquez et ceux qui sont en somme les ennemis de ses ennemis. «De tout cela il ressort, clair comme le jour, que le *Nouvelliste*, journal correct, toujours poli, se sert du *Grütli*, qui pratique toujours le langage violent, pour taper ferme sur la justice, toute entre les mains des démocrates [...]. Les articles passent de l'un à l'autre, comme avec le *Genevois*, suivant les besoins de la cause.» Bien sûr, de tels services se font

payer. «Les personnes qui connaissent la position financière de Fauquez se demandent d'où proviennent les ressources qui lui permettent de vivre largement, et même de gaspiller, comme on le fait dans son ménage». Outre ces dépenses personnelles, il y a les nombreux frais de justice, non seulement à la suite des condamnations du *Grütli* et de Fauquez, mais aussi à cause des actions que celui-ci intente : «Il a la manie des procès. Mais pour cela il faut de l'argent. D'où lui vient-il ?»<sup>7</sup>

Et, quelques jours plus tard, elle conclut : «Toute la manière d'agir de Fauquez justifie de plus en plus ce que m'a écrit le Dr Coullery, à savoir que : "Fauquez n'est qu'un instrument que manient des hommes plus élevés et plus puissants que lui". L'influence qu'il a acquise sur les ouvriers lui sert à servir ses maîtres, et non à améliorer le sort des travailleurs. Jusques à quand jettera-t-il de la poudre aux yeux des imbéciles et des ignorants qui le considèrent comme un Messie ? Car ceux qui croient que les ouvriers ne sont pour lui qu'un marchepied, qu'il jettera de côté le jour où il sera arrivé à une belle position, sont peu nombreux, et ne font pas partie des sociétés ouvrières qu'il mène avec de belles promesses»<sup>8</sup>.

Bien sûr, l'auteur de ces lignes avait des raisons d'en vouloir à Fauquez, comme on le verra plus loin. Il n'en demeure pas moins qu'elle a le mérite de poser un problème réel : dans quelle mesure le tribun, pour assouvir ses rancunes à l'égard d'un clan, s'est-il mis au service d'un autre, en acceptant à l'occasion certains dédommagements ? Tout ce que nous savons par ailleurs du personnage ne nous permet pas de rejeter sans autre les accusations de Louise Brändli. Une étude approfondie des polémiques et des procès encourus par Fauquez permettrait peut-être d'apporter quelques éléments à l'appui de cette thèse.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que le chef du Grütli, en deux ou trois ans, s'était brouillé avec les autres socialistes suisses qui l'accusaient de vouloir engager le mouvement ouvrier de Suisse romande dans une voie séparatiste, en l'opposant à celui du reste du pays.

En 1888, comme nous l'avons vu par ailleurs, Fauquez avait été invité à participer aux séances qui avaient précédé le congrès de Berne, au cours duquel fut définitivement fondé le PSS. Il n'avait pu s'y rendre mais avait été élu au comité central et participera, d'une façon assez épisodique, aux réunions et congrès du Parti suisse. Néanmoins, sur nombre de points, il s'opposait à la politique de celui-ci : en ce qui concerne la police politique, il avait fait confiance à Ruchonnet, affirmant que, puisqu'elle était inévitable, il valait mieux qu'elle soit exercée par la Confédération que par les autorités cantonales. En revanche, il approuva le référendum contre la loi sur les extraditions, en 1892, mais ne s'occupa guère de le faire aboutir : à en croire un rapport

ILE GRÜTLI  
 DIRECTION  
 ET RÉDACTION EN CHEF

254  
 Lausanne, le 1<sup>er</sup> juillet 1892  
 Mon cher Président,  
 Répondant  
 à votre avis je l'avantage on  
 vous annonce que je vote contre la  
 demande d'initiative en ce qui  
 concerne l'élection du Conseil fédéral, d'abord  
 parce que la demande ne tient pas  
 compte des décisions d'Olten et ensuite  
 parce qu'on ne garantit pas à la Suisse  
 romande 2 conseillers fédéraux.  
 Salutations très cordiales.  
 Aloys Fauquez

Fortwählig können wir für uns das  
 keine besondere Vorzüge in dieser  
 Angelegenheit bringen, der Doppel-  
 hätte, schon in besserer, nicht jetzt.  
 Mit herzlichen Grüßen  
 J. Keuler

Lettre d'Aloys Fauquez.

Ch. Reppeck

du petit groupe de Lausanne du Parti social-démocrate de Suisse, sur 704 signatures, 520 avaient été récoltées par les seuls adhérents de ce groupe, pourtant bien faible, et les 184 restantes par l'Union ouvrière de Fauquez. Et encore les socialistes y avaient-ils contribué par leur «travail de taupe»<sup>9</sup>.

L'année précédente, en 1891, alors que le PSS s'était prononcé contre le rachat du Centralbahn par la Confédération, à cause des sommes élevées versées aux actionnaires, Fauquez l'avait approuvé, y voyant un premier pas dans la voie d'une nationalisation des chemins de fer (elle ne sera décidée qu'en 1898). En 1892, quand se pose au PSS la question du soutien à une initiative en faveur de l'élection du Conseil fédéral par le peuple, Fauquez se déclare aussitôt contre : «D'abord parce que la demande ne tient pas compte des décisions d'Olten et ensuite parce qu'on ne garantit pas à la Suisse romande deux conseillers fédéraux». Plus tard, il fera prendre la même position à l'Union ouvrière de Lausanne dont l'assemblée se prononça, le 2 octobre 1892, pour le principe de l'élection par le peuple, «mais attendu que l'article tel qu'il est proposé par le Comité d'initiative lèse les droits de la Suisse romande, décide de s'opposer énergiquement à la demande d'initiative en la forme où elle est présentée»<sup>10</sup>.



Ces prises de position, nombre d'autres faits sur lesquels nous reviendrons, la passivité avec laquelle ce membre du Comité central accueillait les actions du Parti, son absence de tout effort pour l'implanter à Lausanne mécontentaient ses collègues du reste de la Suisse. D'où diverses attaques auxquelles il répondit par la lettre suivante, le 12 août 1892, adressée au «Comité central du Parti socialiste suisse, à Bâle» :

«Messieurs et chers collègues,

J'avais cru jusqu'à présent que dans notre parti il était permis aux membres de soutenir loyalement leur opinion sans risques d'être traités de mauvais socialistes ni menacé d'être exclu. C'est dans cette idée que j'acceptais l'honneur que me fit le congrès d'Olten, après mon départ, de m'appeler à siéger parmi vous. Aujourd'hui je lis dans la *Sentinelle* une traduction de l'*Arbeiterstimme* d'après laquelle le collègue Lang se demande s'il n'y a pas lieu de donner aux collègues welches un autre représentant au sein du comité du Parti, tout cela parce que je défends une opinion qui est contraire à la sienne. Dans ces conditions et afin d'être agréable à ce charmant collègue, j'ai l'honneur de vous donner ma démission de membre du comité du parti socialiste suisse. Il va sans dire que malgré les attaques passionnées lancées contre moi, je n'en resterai pas moins attachées [sic] aux idées socialistes tout en déplorant et regrettant les procédés employés aujourd'hui qui certes ne sont pas faits pour faire avancer nos idées. L'histoire nous a toujours démontré que l'autoritarisme et l'exclusivisme ne sont pas les moyens avec lesquels on fait triompher la justice.

Recevez, Messieurs et chers collègues, avec mes regrets, mes bien amicales salutations.

Aloys Fauquez»<sup>11</sup>.

N'accordons pas à cette foucade de Fauquez plus d'importance qu'elle n'en eut; il se garda bien de rompre définitivement avec la direction du PSS et réussira même à être bombardé membre du Bureau socialiste international, en 1900. Mais il mourut sans avoir pu prendre part à ses travaux.

Autre exemple, bien connu, des rapports conflictuels que Fauquez entretenait avec le socialisme du reste de la Suisse : ses vaines tentatives pour se faire nommer secrétaire ouvrier pour la Suisse romande et ses violentes attaques contre son concurrent plus chanceux : Adhémar Schwitzguébel. Poussé par son propre ressentiment, exploitant les sentiments latents de minorité négligée que l'on trouvait chez les militants ouvriers romands, Fauquez va s'efforcer, en 1891-1892, de mettre sur pied ses propres organisations romandes. Pour faire pièce à l'Union syndicale suisse, il proposa de créer une Fédération romande des syndicats professionnels, avec sa propre caisse de

grèves. Face à la Fédération ouvrière suisse (Arbeiterbund) et à son secrétariat ouvrier (Greulich et Schwitzguébel), il envisageait une Fédération ouvrière romande, qui demanderait à la Confédération un subside pour entretenir un secrétaire ouvrier romand, et cela alors que la droite proposait la suppression de celui qui était versé à l'Arbeiterbund. Bien sûr Fauquez clamait qu'il s'agissait d'assurer une plus juste représentation des intérêts romands, mais il n'est pas étonnant que ses initiatives aient été perçues, dans les milieux socialistes alémaniques aussi bien que chez certains socialistes romands, comme une entreprise de division, visant à isoler les ouvriers de la Suisse occidentale pour placer l'ensemble de leurs organisations sous l'autorité de Fauquez. Celui-ci se heurta donc à la double opposition des Jurassiens, dirigés par Schwitzguébel, et à celle du Grütli allemand de Lausanne, soutenu par certains syndicats.

Un premier congrès romand, à Lausanne, le 14 juin 1891, connut de rudes affrontements. Un des délégués du Grütli allemand, le serrurier Chrysogone Brändli, le fils de Louise Brändli citée plus haut, d'origine schwytzoise mais vivant à Lausanne depuis son enfance et parlant beaucoup mieux le français que l'allemand, soutint l'opposition de Schwitzguébel. A la fin de la journée, il s'attaqua à la police politique et au conseiller fédéral Ruchonnet, son initiateur, provoquant une très vive réaction de Fauquez qui n'hésita pas à le menacer de l'exclure du Grütli romand dont Brändli était membre. Le Grütli allemand, l'Allgemeine Arbeiterverein, les syndicats des menuisiers, des serruriers, des brasseurs, des tailleurs et des cordonniers protestèrent et convoquèrent une assemblée de quelque 200 de leurs membres pour réclamer la liberté de critique au sein de l'Union ouvrière<sup>12</sup>.

Le congrès de Lausanne n'avait pas créé les nouvelles fédérations, comme l'avaient souhaité ses organisateurs, mais s'était borné à charger une commission, présidée par Fauquez, de présenter un rapport et un projet qui seraient discutés lors d'une rencontre ultérieure. Entre temps, les rapports entre partisans et adversaires du tribun lausannois se tendaient de plus en plus; les ressentiments accumulés depuis longtemps contre lui apparaissaient au grand jour. Il était même l'objet d'une plainte en diffamation de la part de Brändli. Pour tenter un rapprochement entre les deux groupes, le Grütli allemand avait convoqué successivement deux réunions des délégués des sociétés ouvrières et du comité de l'Union ouvrière; toutes les personnes étaient venues, à l'exception de Fauquez. Le président de l'Union ouvrière avait alors démissionné, tandis que l'imprimeur du *Grütli*, Fritz Ruebi, renonçait à assumer plus longtemps la responsabilité légale du journal. Et le typographe Jacques Schlumpf, dans une lettre à Seidel, rédacteur de l'*Arbeiterstimme*, concluait : «Les comptes avec Fauquez ne sont pas encore réglés, car nous ne

voulons pas seulement des devoirs mais aussi des droits. Que Fauquez ait bien travaillé ici, nous le reconnaissons; mais que ce soit nous, les ouvriers, qui lui avons mis en main les moyens nécessaires, cela nous l'avons compris»<sup>13</sup>.

Cette prise de conscience, cette affirmation porta le conflit à son paroxysme. En vue d'une élection complémentaire prévue pour janvier 1892, les organisations adhérant à l'Union ouvrière s'étaient vu demander une contribution à un fonds électoral. Le Grütli allemand, l>Allgemeine Arbeiterverein, les syndicats des tailleurs et des cordonniers s'y refusèrent tant que l'on n'aurait pas, auparavant, choisi un candidat offrant toutes garanties, c'est-à-dire approuvant sans réserve le programme du Parti social-démocrate de Suisse. De plus, ils jugeaient inopportune la participation à cette élection complémentaire. Après avoir été sommées de payer leur contribution, les quatre organisations furent exclues de l'Union ouvrière. Lors de l'élection, le Grütli allemand décida de biffer, sur les bulletins de vote, le nom de Fauquez et de lui adjoindre l'épithète de «Tartuffe».<sup>14</sup>

Peu après, au début de mars, les socialistes proposèrent que le Grütli lausannois adhère collectivement au Parti social-démocrate de Suisse. La section allemande accepta, mais la romande refusa par quatre voix de majorité. Malgré ses dénégations ultérieures, Fauquez paraît bien, à en croire les socialistes alémaniques, avoir combattu cette adhésion. L'argumentation développée à ce sujet par le correspondant lausannois du *Genevois*, dont l'article sera repris par le *Grütli* du 25 mars, semble correspondre aux idées du tribun lausannois<sup>15</sup>. Pourquoi le Grütli, socialiste lui-même, irait-il s'agréger à une association beaucoup moins nombreuse et qui n'avait pas encore, comme lui, fait ses preuves ? Pourquoi un groupe tendrait-il à absorber et à faire disparaître les autres ? «C'est l'entente commune qu'il faut rechercher et non une vaine et mensongère conformité. La fusion deviendrait ici de la confusion». D'ailleurs, le Parti social-démocrate «correspond plutôt au tempérament allemand qu'au tempérament romand. Le titre lui-même est une pure exportation germanique». Tout le monde se dit démocrate, jusqu'aux conservateurs genevois ! «Pour ce qui est de l'épithète socialiste que nous nous efforçons de mériter, quel profit y a-t-il de la faire sonner si haut et de la répéter à tout bout de champ quand ce pavillon abrite tant de marchandises diverses depuis les encycliques du pape jusqu'aux homélies de M. Jules Simon. Ce ne sont pas des étiquettes qui attesteront notre force, ni qui exprimeront nos désirs. C'est par des propositions pratiques, par des résolutions conformes à l'amélioration des classes ouvrières, par des faits en un mot, que nous montrons qui nous sommes et ce que nous voulons.

«Il y a entre les socialistes de la Suisse romande et ceux de la Suisse allemande un accord général sur le fond des revendications; et une différence très

sensible sur la manière de les définir et de les exprimer. Nos confédérés sont plus théoriciens, plus amis des formules abstraites, des définitions, des raisonnements.

«Nous, nous préférons courir au plus pressé, obtenir au fur et à mesure des résultats modestes peut-être, mais immédiats ou prochains. Nous ne jurons ni par Lassalle, ni par Karl Marx, ni par J.J. Rousseau, ni par Louis Blanc, ni par aucun fétiche, nous en avons trop pâti pour que cet exercice nous agrée encore. De même les vieux mots de communisme, de fourrierrisme [sic], proudhonisme etc., nous laissent absolument froids. Nous voulons arriver à l'amélioration du sort des travailleurs, à l'accroissement des forces de la collectivité, au triomphe de la solidarité sur le libertisme et de la fraternité sur l'égoïsme par les voies les plus sûres qui ne sont pas toujours celles que la théorie proclame les plus courtes.

«Enfin, et pourquoi ne pas le dire, l'attitude de nos collègues de la Suisse allemande n'est pas faite pour nous engager à sacrifier notre chère indépendance et à nous livrer à eux pieds et poings liés»<sup>16</sup>.

Le pragmatisme opposé à la théorie, la revendication immédiate à la forme abstraite, le caractère pratique, concret des Romands contrastant avec la tournure d'esprit spéculative des «Allemands», tous ces thèmes, présents dans l'article, reviennent sans cesse, d'une manière plus ou moins élaborée, plus ou moins diffuse, dans l'argumentation de Fauquez et de ses partisans. On les retrouve aussi chez d'autres adversaires du socialisme, dans la presse radicale ou libérale, où l'on se plaît à opposer ainsi le travailleur d'origine locale à celui venu d'Allemagne ou de Suisse alémanique. On substitue ainsi, à ce qui est lutte entre deux conceptions politiques et sociales, l'idée d'affrontement entre entités nationales ou culturelles.

Et l'affrontement pouvait prendre des formes parfois cruelles et déboucher sur des issues tragiques : Brändli, qui supportait de plus en plus mal les attaques continuelles de Fauquez et de ses séides, se suicida d'un coup de revolver, le 11 avril 1892 <sup>17</sup>. Ultérieurement, le rédacteur du *Grütli*, évoquant la fin du malheureux et les reproches de ceux qui l'accusaient, lui Fauquez, d'en être responsable, se demandera «si la manière dont il est mort a prouvé la pondération de son esprit et le parfait équilibre de ses facultés»<sup>18</sup>. Néanmoins, sur le moment, l'affaire s'est certainement retournée contre le chef du Grütli. A plus longue échéance, la disparition de ce militant ardent et dévoué a privé l'élément socialiste à Lausanne de l'un de ses principaux représentants.

La préparation et le déroulement du 1er Mai 1892, durant laquelle Fauquez aurait déclaré à ses troupes : «Il ne faut pas faire de sacrifice pour les Allemands», témoignent à nouveau du climat d'hostilité qui régnait,

malgré la volonté des Alémaniques de manifester unis aux Romands. A Vevey, où il discourait, Fauquez se garda bien de faire voter la résolution unique, élaborée et imprimée par le Comité d'organisation du 1er Mai siégeant à Berne et adoptée dans toutes les manifestations du pays. Il préféra lui substituer un texte de son cru en faveur de sa Fédération romande des syndicats et de sa caisse de grève particulière.

Peu après, les Alémaniques ayant été déposer à la Chancellerie les signatures qu'ils avaient récoltées contre la loi sur l'extradition, afin de les faire vérifier et légaliser, Fauquez vint les retirer à leur insu et en leur nom<sup>19</sup>.

Dans cette atmosphère empoisonnée, les préparatifs du second congrès ouvrier romand se poursuivaient. Réuni à Genève les 4 et 5 septembre 1892, il rassembla un nombre important de délégués venus de toute la Suisse romande. Comme à Lausanne l'année précédente, les Jurassiens s'opposèrent aux projets des Fédérations romandes et finirent même par quitter la salle. Les socialistes genevois, eux, sous la conduite d'Héritier, adoptèrent une toute autre attitude. Contrairement à ceux qui considéraient la réunion comme un «congrès d'avocats et de candidats députés», pour reprendre les termes d'un correspondant occasionnel de l'*Arbeiterstimme*, l'étudiant Wilhelm Kürner, socialiste indépendant allemand et anarchisant, ils insistaient au contraire sur le caractère ouvrier et représentatif de ce congrès. Bien sûr, le radical Georges Favon était venu y présenter son projet de syndicats obligatoires et nombre d'autres points pouvaient aussi déplaire aux socialistes. Mais Héritier avait pu y présenter un rapport sur la nécessité de l'organisation politique ouvrière par la formation d'un véritable parti socialiste. Aussi l'article de Körner risquait-il de compromettre les contacts établis entre représentants syndicaux et socialistes, comme le relevait le cordonnier Joseph Geiser, de Genève, dans une mise en garde adressée à Seidel : ce serait repousser les Romands au moment où, grâce à Héritier, ils viennent de se rallier au socialisme et où notre influence sur eux est la plus forte; la susceptibilité de cet élément est grande et, si l'on se moque de lui, comme le fait Kürner, il sera perdu pour longtemps. Mêmes réflexions de la part d'Héritier qui relevait que le journal mettait le parti socialiste dans «une situation difficile en face des autres organisations ouvrières qui ont formé le congrès. Ces associations pourraient se croire insultées par nous et rompre toutes les relations par lesquelles nous avons de l'influence sur elles. Aujourd'hui c'est pour nous une véritable question de victoire d'avoir des relations amicales avec le mouvement ouvrier tout entier. A cette condition seulement nous pourrions arriver à lui faire accepter nos idées»<sup>20</sup>.

Pour obtenir cette fusion du socialisme et du mouvement ouvrier, il valait donc la peine d'accepter provisoirement la création des fédérations ro-

Musée Historique de l'Ancien-Evêché, Lausanne



*Ensevelissement d'Aloys Fauquez à Lausanne.*

mandes. Moyennant cela, on s'arrangea pour que le comité unique qui aurait dû chapeauter les deux fédérations soit remplacé, plus logiquement, par deux comités distincts, siégeant à Lausanne. Cela permettait d'écarter Fauquez de celui de la Fédération des syndicats, mais non de l'empêcher d'y placer quelques-unes de ses créatures<sup>21</sup>.

Les deux organisations ne tardèrent pas à péricliter. Si, dans un premier temps, les socialistes genevois avaient pu en tirer un certain parti, elles ne tardèrent pas à accroître le trouble régnant dans les organisations syndicales sollicitées et écartelées par les adhésions multiples : unions ouvrières locales, fédérations nationales ou régionales de métier, Union syndicale suisse... La Fédération ouvrière romande ne vécut guère; quant aux restes de la Fédération romande des syndicats professionnels, ils survécurent jusqu'en 1907<sup>22</sup>.

On pourrait poursuivre cette étude car, après les Alémaniques, ce seront les Italiens, quand ils s'organiseront, à partir de 1896, qui entreront à leur tour en conflit avec Fauquez. Mais la courte période analysée ici suffit amplement à illustrer notre propos. Polémiquant avec ses adversaires, le tribun lausannois évaluait ainsi son apport : «Avant Fauquez, il n'y avait pas de mouvement ouvrier à Lausanne, ou du moins les ouvriers n'étaient pas groupés pour la défense de leurs droits». La seconde partie de la phrase, restrictive,

corrige l'exagération de la première. En effet, le mérite de Fauquez n'est pas d'avoir créé un mouvement ouvrier, qui existait, faible et désuni, indépendamment de lui; il réside dans le fait de l'avoir regroupé par la création de l'Union ouvrière, en 1890, et d'avoir cherché à lui donner une expression politique, même si l'ambition et les calculs personnels n'étaient pas absents de ses motivations.

«Avant Fauquez, il n'y avait pas de Journal socialiste dans un canton de plus de 250'000 habitants. Ce journal existe, au grand ennui des tyranneaux et pour la consolation des opprimés, qui éprouvent déjà un soulagement quand ils s'écrient, après une nouvelle injustice : On mettra ça dans le *Grutli*. La haine corse des vieux partis montre que le journal fait une oeuvre utile et travaille dans l'intérêt des ouvriers». Quant à son directeur, il exerçait aussi sa fonction de tribun au Grand Conseil : «Toujours à la brèche, il stigmatise les iniquités des lois bourgeoises, parle au nom des petits et des déshérités, combat les privilèges des puissants et a déjà, lui tout seul, remporté quelques bonnes victoires»<sup>23</sup>.

Dans la bonne opinion qu'il avait de lui-même, Fauquez a fort bien défini ce que fut son rôle : celui d'un véritable tribun au sens romain du terme, d'un défenseur des humbles, des mécontents, dont il se fait le porte-parole; celui d'un dénonciateur des iniquités et des scandales, agissant toujours lui-même, personnellement, au nom de ses électeurs, de ses mandataires, de ses clients. Jamais, et c'est en cela qu'il se différencie des socialistes – tout au moins de ceux de son époque – il n'incite et pousse les gens à agir par eux-mêmes, à faire leurs propres expériences pour en retirer les enseignements nécessaires. D'ailleurs son socialisme n'est qu'un vernis oratoire. Comme le relèvera beaucoup plus tard Paul Golay : «Il groupa, grâce à son ascendant personnel, de forts contingents. Mais, ce qui fit son succès, ce fut son appel adressé bien plus aux mécontents qu'aux exploités. Ils vinrent de partout: des loges radicales, du camp conservateur, de la petite bourgeoisie, du monde des fonctionnaires et enfin de ces couches populaires qui suivent sans réflexions des mots d'ordre et cherchent, parmi leurs semblables, des sauveurs suprêmes»<sup>24</sup>. Aussi le socialisme devra-t-il peu à peu s'affirmer contre Fauquez et, après sa mort, contre son héritage.

## Notes

- <sup>1</sup> André Lasserre, *La classe ouvrière dans la société vaudoise, 1845 à 1914*, Lausanne 1973.
- <sup>2</sup> Erich Gruner, *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880-1914*, Bd 2, Zürich 1988, p. 101, 103 et 778. Dans le t. 3, consacré à la social-démocratie, il est aussi question de Fauquez.
- <sup>3</sup> Félix Bonjour, *Souvenirs d'un journaliste*, Lausanne 1931, t. I, p. 255.
- <sup>4</sup> *Id.*, p. 75-76.
- <sup>5</sup> *Id.*, p. 256.
- <sup>6</sup> A. Lasserre, «Les origines du socialisme dans le canton de Vaud», in : *Mélanges offerts à G. Jacquemey*, Bruxelles 1968, p. 464.
- <sup>7</sup> Lausanne, 2 juillet 1892. Papiers R. Seidel, 86, Zentralbibliothek, Zürich. Nous publierons, dans une prochaine livraison des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, toutes ces lettres, car elles contiennent encore beaucoup d'autres éléments intéressants.
- <sup>8</sup> *Id.*, 8 juillet 1892.
- <sup>9</sup> Lettre de G. Scherler au Comité central, Lausanne, 29 octobre 1892. Archives du PSS, Schweizerisches Sozialarchiv, Zürich.
- <sup>10</sup> Fauquez à Wullschleger, Lausanne, 16 juillet 1892, *ibid.*. *Le Grütli*, 7 octobre 1892.
- <sup>11</sup> Arch. du PSS.
- <sup>12</sup> *Arbeiterstimme*, 4, 18 et 25 juillet 1891. A. Lasserre, *La classe ouvrière, op. cit.*, p. 202-203.
- <sup>13</sup> Lausanne, 18 juillet 1891. Papiers Seidel 98.
- <sup>14</sup> Lasserre, *op. cit.*, p. 184 et 203. *Arbeiterstimme*, 27 janvier 1892.
- <sup>15</sup> *Le Genevois*, 4 mars 1892. *Arbeiterstimme*, 2, 20, 27, 30 avril 1892. Rapport de G. Scherler au Comité central du PSS, Lausanne, 29 octobre 1892, Arch. du PSS.
- <sup>16</sup> *Le Genevois*, 4 mars 1892, reproduit dans *Le Grütli*, 25 mars 1892.
- <sup>17</sup> *Arbeiterstimme*, 20 avril 1892, nécrologie signée H.W. (= Heinrich Weber, qui avait appartenu au Grütli allemand de Lausanne jusqu'à son départ pour Zurich en mai 1891. Il a le titre de Dr. Joh. Wütrich, secrétaire du Grütli allemand de Lausanne, à Jules Chatelain, 19 avril 1892, Arch. du PSS. G. Scherler et G. Ryf, au nom du Grütli allemand de Lausanne à Seidel, 15 avril 1892, papiers Seidel 98.
- <sup>18</sup> *Le Grütli*, 9 décembre 1892.
- <sup>19</sup> Schlumpf à Seidel, 28 avril [reste : mai] 1892. Papiers Seidel 98.
- <sup>20</sup> J. Geiser à Seidel, Genève, 25 septembre 1892; L. Héritier à Seidel, s.d. Papiers Seidel 96 et 101.
- <sup>21</sup> *Le Grütli*, 7 octobre 1892, donne la composition des deux comités, élus par l'assemblée générale de l'Union ouvrière de Lausanne.
- <sup>22</sup> A. Lasserre, *op. cit.*, p. 202-212. Correspondance de Héritier in : Arch. du PSS.
- <sup>23</sup> *Le Grütli*, 9 décembre 1892.
- <sup>24</sup> *Le Grütli*, 19 mai 1911, cité par Lasserre, *op. cit.*, p. 224.



